

20

2012

Janvier

Le Consommateur, l'alimentation et le développement durable

Et si on reprenait la main ?

**Livret d'informations
complémentaires au débat**

SOMMAIRE

Les Français et l'alimentation en 2011	p. 2 - 6
La notion de consommation responsable	p. 7 - 9
L'alimentation responsable à Balma : état des lieux	p. 10 - 12
Catalogue des publications de la Mission Agrobiosciences	p. 13 - 18

*Dossier réalisé par les étudiants de 5^{ème} année
du parcours
Risques, Sciences, Environnement et Santé
Sciences Po Toulouse*

Les Français et l'alimentation en 2011

D'après la dernière étude CREDOC parue en septembre 2011 sur la perception de l'alimentation par les Français, 44% d'entre eux considèrent que l'alimentation est avant tout une nécessité, le plaisir arrivant en seconde position.

Des inégalités économiques aux inégalités nutritionnelles

Ces chiffres illustrent ce qu'on appelle la fracture alimentaire : une partie de la population peine à remplir son caddy tandis qu'une autre frange peut se permettre d'acheter des produits à forte plus value (nutritionnelle, sociale et environnementale). La pauvreté se traduit par l'achat de « calories à bon marché » participant à l'augmentation de l'obésité. En l'espace de 30 ans, la prévalence de l'obésité est passée de 6 à 15% chez les adultes de plus de 15 ans. Le phénomène touche en particulier les plus jeunes puisque le nombre d'enfants obèses a doublé en 10 ans. Les catégories de produits les plus discriminantes entre niveaux de revenus sont, en termes de quantités consommées, les fruits et légumes frais et les produits de la mer qui sont davantage consommés par les plus diplômés et les plus aisés. Au niveau qualitatif, la discrimination porte sur l'inscription du produit dans une démarche de labellisation: les CSP+ (catégories socio-professionnelles supérieures) sont les principaux consommateurs de produits labellisés (bio, équitable, AMAP...). D'après l'étude 2010 de l'Agence Bio, 57% des CSP+ consomment des produits bio alors que 70% des CSP- (catégories socio-professionnelles inférieures) n'en consomment jamais. Les produits bio constituent aujourd'hui 2% seulement du marché alimentaire total en France.

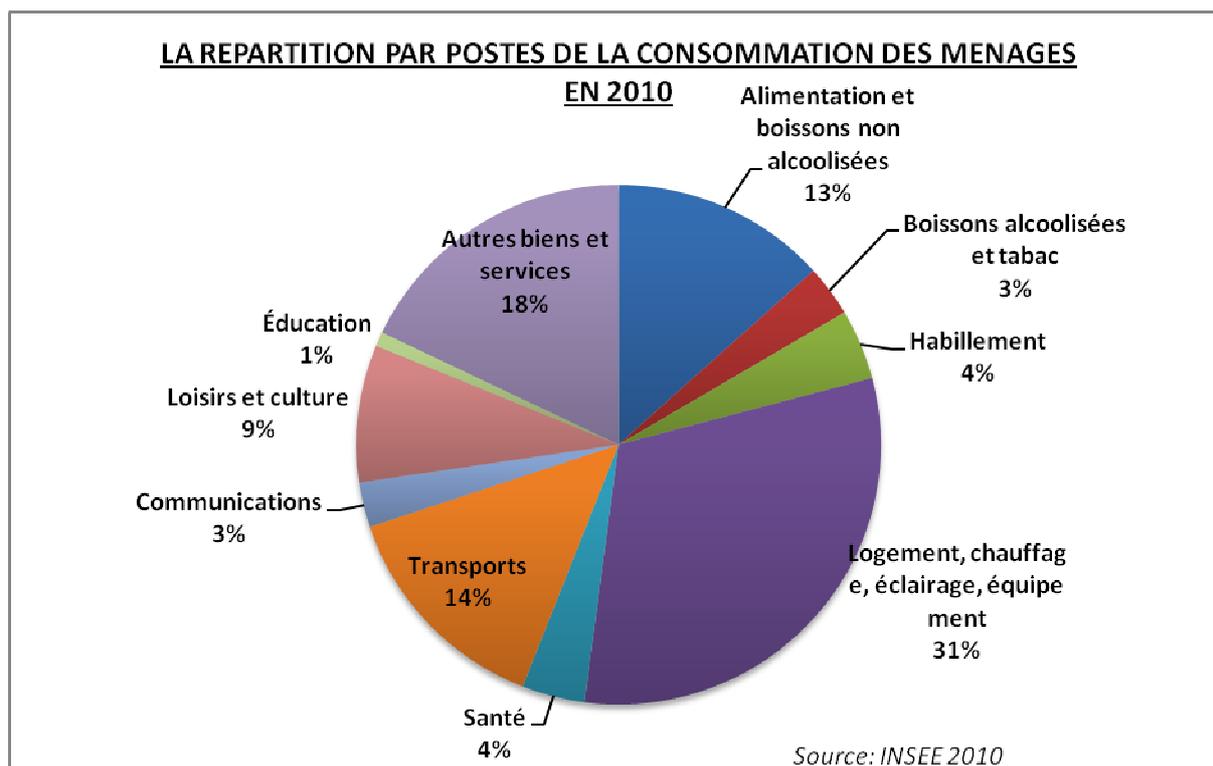
Les produits bio sont des produits issus de l'agriculture biologique ce qui signifie qu'ils ont été élaborés sans recours aux produits chimiques, aux organismes génétiquement modifiés et dans le respect de l'environnement. Il existe des labels officiels permettant de les identifier : un label national et un label européen. Les produits issus du commerce équitable garantissent que les producteurs sont rétribués à un prix plus juste que celui du marché mondial. Il n'existe pas de label officiel permettant de certifier la démarche. Pour plus de précision sur les labels ou les démarches environnementales, vous pouvez vous référer au site internet de l'Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie (ADEME) : www.ademe.fr.

Ainsi, l'alimentation reste un indicateur de niveau de vie des ménages même si les écarts ont tendance à s'atténuer. Les ménages les plus pauvres dépensent 138€ par personne par mois en alimentation à domicile tandis que les plus aisés y consacrent 242€ source ? En termes absolus, les personnes des ménages aisés consomment de plus fortes quantités de tous les produits mais on ne peut préciser ce que recouvre cet écart : mangent-ils plus souvent à domicile, reçoivent-ils plus souvent, gaspillent-ils plus facilement ?

Toutefois, il est important de souligner que sans changer son budget, il est possible de se nourrir autrement. Il s'agit de prévoir un arbitrage différent entre les différentes sources de calories, de préférer des produits frais qui seront à transformer plutôt que d'acheter du « tout prêt », d'éviter les produits sur-emballés ou encore d'acheter des produits de saison.

L'évolution des pratiques alimentaires

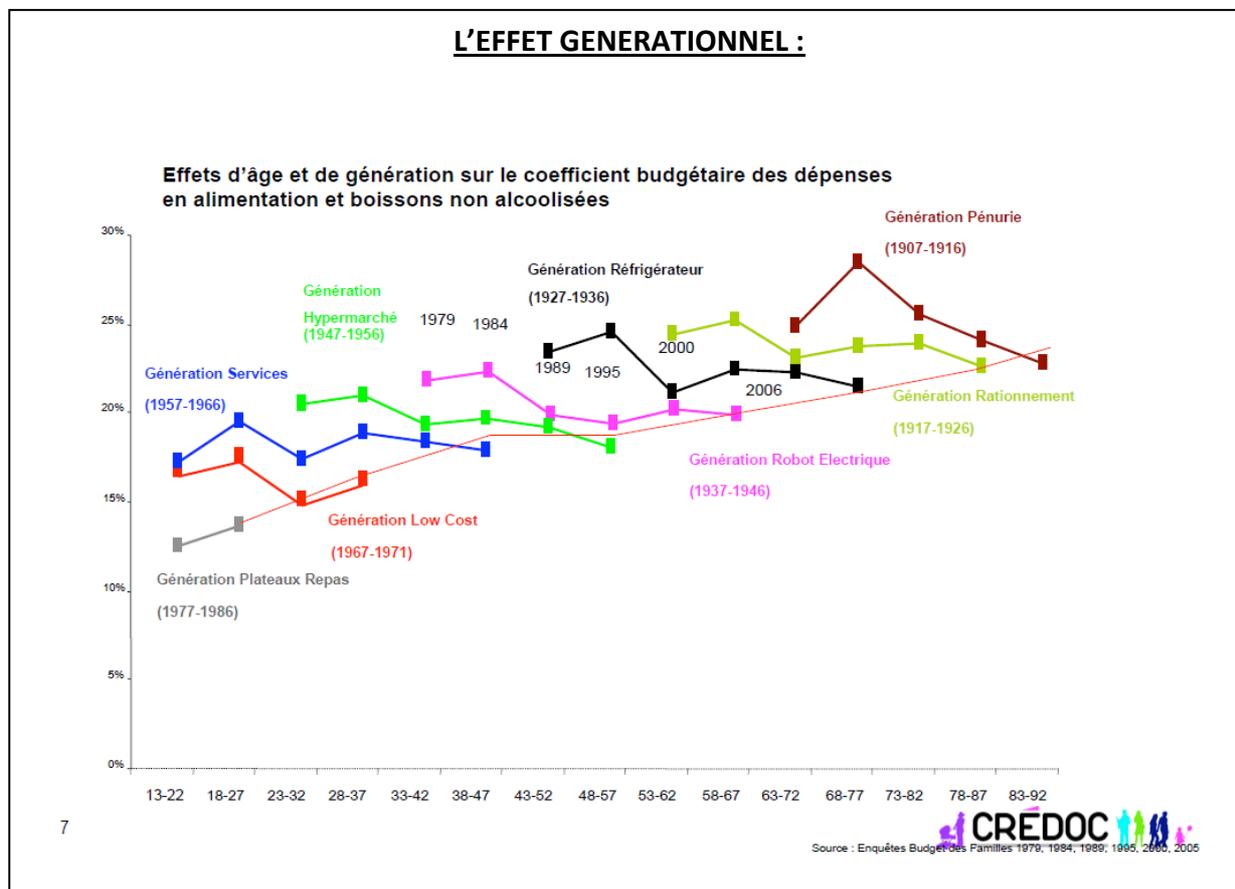
Depuis 1960, la part du budget consacré à l'alimentation a été divisée par deux, elle est passée de 25% à 13% actuellement. Parmi les causes principales, nous pouvons citer la modernisation de l'agriculture dans les années 60 entraînant une hausse des rendements, l'industrialisation du secteur agro-alimentaire et l'essor des grandes surfaces, capables de fournir à moindre coût ce nouveau type de distribution de masse.



D'autre part, l'effet générationnel qui est défavorable aux dépenses en alimentation est aussi un facteur d'évolution des habitudes alimentaires. Cela signifie que plus les générations sont anciennes et plus elles ont tendance à accorder une part importante de leur budget aux dépenses en alimentation. A contrario, les plus jeunes dépensent beaucoup moins pour leur alimentation. Ainsi, en moyenne, les personnes appartenant à la génération dite « Robot Electrique » âgées aujourd'hui d'une soixantaine d'années, consacrent 20% de leur budget à l'alimentation alors que la génération dite « Plateaux repas », qui a aujourd'hui une vingtaine d'années, y consacre 14%.

Enfin, notons que la structuration des dépenses et des repas se modifie. Les jeunes adultes ont en effet davantage recours aux aliments transformés, prêts à être consommés, tandis que les plus anciens sont plus impliqués dans la préparation culinaire. Globalement, nous mangeons moins de produits frais et de féculents et davantage de produits transformés. En 50 ans, la part de l'ensemble des plats préparés au sein du repas a ainsi plus que doublé. L'enquête INCA 1999 puis 2009 fait part de l'effritement des modèles alimentaires traditionnels qui s'accroît alors que la situation a tendance à s'améliorer en ce qui concerne les apports en fruits et légumes.

Sources : Insee, Credoc, ADEME, Agence Bio, étude Individuelle Nationale des Consommations Alimentaires (INCA).



Type de famille	Défavorisée	Aisée
Dépense en alimentation par personne, par mois	138€	242€

Source : Insee.

Période	Début années 80	Début années 2010
Obésité (en pourcentage de la population de plus de 15 ans)	6%	15%

Source : Insee.

L'alimentation est avant tout :	Une nécessité	Un plaisir	La santé
	44%	41%	15%

Source : Insee.

L'alimentation et la santé

Les avancées de la recherche des deux dernières décennies ont précisé le rôle joué par la nutrition comme facteur de protection ou de risque des pathologies les plus répandues en France qu'il s'agisse du cancer, des maladies cardiovasculaires de l'obésité, de l'ostéoporose ou du diabète de type 2. La mise en place d'une politique nutritionnelle est donc apparue, comme une priorité de santé publique. La nutrition s'entend comme l'équilibre entre les apports liés à l'alimentation et les dépenses occasionnées par l'activité physique. Ainsi en 2001, le Plan National Nutrition Santé (PNNS), ayant pour objectif l'amélioration de l'état de santé de l'ensemble de la population par la nutrition, est lancé.

Les slogans « manger, bouger » ou bien « manger au moins 5 fruits et légumes par jour », bien connus maintenant de la population française sont issus de ce programme.

Les campagnes de prévention et d'information ont porté leurs fruits, puisque la réduction de la prévalence du surpoids et de l'obésité chez l'enfant, la réduction de la consommation de sel ou de sucre et l'augmentation de la consommation de fruits chez les adultes est aujourd'hui une réalité. Toutefois, ces améliorations n'ont pas concerné de façon homogène toutes les composantes de la population et les inégalités sociales de santé se sont creusées dans le domaine de la nutrition.

Si les messages véhiculés par le PNNS ont contribué à améliorer l'état de santé de la population en faisant prendre conscience que « bien manger » est aussi affaire de santé, ils complexifient l'acte d'achat alimentaire en y rajoutant une nouvelle dimension hautement émotionnelle. Le consommateur devient sciemment acteur de sa propre santé en choisissant ses denrées alimentaires et leurs modes de préparation. Il deviendrait alors partiellement « responsable » de son destin sanitaire par ses choix alimentaires .

La notion de consommation responsable

Une notion complexe

La consommation responsable ou raisonnable est un concept qui touche à tous les pans de la consommation : produits alimentaires, vêtement, tourisme, construction, produits financiers, énergie. Par ailleurs, elle concerne une multiplicité d'acteurs : particuliers, entreprises, administrations publiques.

Elle implique également un certain mode de production et de distribution, plus respectueux de certaines valeurs (circuits courts et commerce équitable par exemple).

Cette diversité d'entrées et d'acteurs explique le flou conceptuel que connaît ce concept. En effet, **tous les acteurs ne l'interprètent pas de la même façon et usent de termes différents selon leurs intérêts et stratégies** : « consommation éco-responsable », « consommation responsable », « consommation engagée », « consommation », « consommation verte », consommation citoyenne », « consommation raisonnable/raisonnée », « consommation durable », etc.

Les difficultés d'appropriation de cette notion par les consommateurs

C'est une des raisons pour laquelle se pose le problème de l'**appropriation concrète du concept par les consommateurs** : certains ont déjà décidé de changer leur mode de consommation mais ils font partie d'une frange minoritaire de la population.

Pour les autres, la consommation responsable ne représenterait pas ou plus une préoccupation majeure. En effet, la crise économique mais aussi l'échec du sommet de Copenhague a placé l'environnement à la septième place des préoccupations des Français.

Enfin, le concept de « consommation responsable » est chargé d'un gros potentiel de récupération par tous les acteurs responsables des différents déséquilibres auxquels elle est censée répondre, et accentuerait ainsi la méfiance chez le consommateur à l'égard de ce nouveau leitmotiv.

Définitions officielles

Les institutions officielles ont tendance à employer le terme de « consommation durable » afin de faire écho au concept plus connu de « développement durable ».

Selon l'OCDE

La consommation durable est *la « consommation de biens et services qui répondent aux besoins essentiels et contribuent à la qualité de vie de telle sorte que les besoins des générations futures puissent être satisfaits »*. C'est « un concept dynamique, qui indique le sens et parfois l'ampleur du changement, et peut évoluer au cours du temps ».

La consommation durable correspond à un modèle où les besoins des citoyens seront satisfaits par des biens ou des services plus économes en ressources, moins polluants et contribuant au progrès social.

Définition de « responsable » dans le Larousse

- « Qui doit rendre compte devant une autorité de ses actes ou des actes de ceux dont il a la charge »
- « Qui est l'auteur ou le coupable de quelque chose et doit en supporter les conséquences »

=> Le consommateur dit « responsable » serait un individu coupable qui se devrait d'assumer les conséquences de ses actes. Notion moralisatrice, culpabilisante qui ferait peser un poids très lourd sur les épaules du consommateur.

Les labels comme éléments de définition du concept

Au-delà des définitions formelles, on trouve de nombreuses déclinaisons de la « consommation responsable » sur des blogs et autres sites associatifs. Pour ces acteurs, bien souvent, la définition de ce concept consiste à s'en référer aux labels tels l'AB du Ministère de l'agriculture, l'éco-label européen, ou encore « Nature et Progrès » et « Demeter » pour les labels privés collectifs.

L'effet performatif des comportements des consommateurs

Enfin, nous pouvons également noter qu'il s'opère un glissement entre les définitions officielles, et les comportements. De fait, les individus ont leurs propres priorités et contraintes, ce qui les amènerait à appréhender et définir eux-mêmes leur consommation responsable. Il n'existe pas une définition de cette forme de consommation dite « responsable ».

→ Mais quel terme choisir ?

Exemples de l'influence des mots sur le sujet

Le choix des mots définissant un sujet n'est pas neutre : les mots influencent le sujet qu'ils qualifient, en témoignent divers exemples résultant d'une démarche consciente ou inconsciente de la part des acteurs.

Nous comprenons que le choix des mots, relève d'une exigence du politiquement correct. Le choix des mots est très contingent : il est fonction du lieu et du moment donné, et bien sûr de la position et des intérêts des acteurs employant les dits termes.

Consommation soutenable ou consommation raisonnable ?

L'idéal serait un terme pleinement inscrit dans une démarche équilibrée et qui n'imposerait pas de relation d'autorité des organisations à l'origine du terme sur les consommateurs (les organisations définissant ce qui est « responsable » et ce qui ne l'est pas). On pourrait envisager le terme de « consommation soutenable ». Il présente l'intérêt de ne pas être culpabilisateur pour le consommateur, et de ne pas formuler de jugement moral.

Le terme de « consommation raisonnable » permet quant à lui d'euphémiser la connotation moralisante de « responsable », tout en suggérant que certains consommateurs ne sont pas dotés de raison (consommateurs que l'on ne peut raisonner).

Mais là encore, ces mots ne permettent pas d'inclure toutes les nuances que chaque consommateur donne à son acte : il y a autant de manières de consommer, et donc autant de significations à la consommation, qu'il y a de consommateurs.

Les effets de cadrage des termes choisis

Les dénominations conduisent à un effet de cadrage du débat, excluant certains éléments de manière volontaire ou involontaire. L'atout des termes consommation raisonnable/responsable réside dans le fait qu'ils valorisent de manière forte les consommateurs qui s'y identifient. En revanche, ils sont porteurs de jugements moraux, et peuvent culpabiliser ou agacer dans la mesure où ces comportements sont considérés comme étrangers par le consommateur.

Finalement, aucun terme n'apparaît satisfaisant. Les mots ne sont jamais neutres en sens, ils sont toujours le reflet d'une stratégie ou d'un jugement moral. Par conséquent, ne pourrions-nous donc pas, en toute simplicité, refuser de choisir une dénomination plutôt qu'une autre ? Ne pourrait-on pas envisager de décrire la consommation tout en la préservant de qualificatifs perçus comme dogmatiques ?

L'alimentation responsable à Balma : état des lieux

➤ Consommation responsable et diagnostic territorial

La ville de Balma comptait 13 203 habitants en 2010. La superficie de la commune est de 1 659 hectares, dont 750 hectares environ de surfaces urbanisées. Le recensement de 1999 fait état d'une ville à la population plutôt aisée, majoritairement propriétaire, où prédominent les classes moyennes et supérieures. Une nouvelle dynamique s'est mise en place depuis : on assiste à une augmentation de la part de logements sociaux, qui accueillent une nouvelle population.

➤ La distribution et les commerces

Sur son territoire ou à proximité immédiate, la ville de Balma compte sept enseignes de distribution conventionnelle (Intermarché, Carrefour City, Casino Shop, LIDL, Leader Price, Auchan, Picard), deux enseignes spécialisées dans l'alimentation biologique (Bioasis, BioCop) et une enseigne qui privilégie les circuits courts : C'Bon Frais). Il existe un marché de plein vent (deux fois par semaine) où les producteurs et revendeurs de produits bio ont un espace dédié, et l'on dénombre trois points de distribution pour les d'AMAP. Plusieurs petits commerces alimentaires de proximité complètent le tableau, la plupart se situant en centre-ville.

➤ Les jardins collectifs

L'une des plus grandes zones de jardins familiaux de l'agglomération toulousaine se situe à Balma, au nord-ouest de la commune. Il s'agit du site des Jardins Familiaux de Périole, qui compte quelque 156 jardins potagers, répartis sur 4 hectares. Ces jardins appartiennent à l'Association des Jardins Familiaux de la Haute-Garonne.

Les jardiniers doivent entretenir leur parcelle et la garder en état, ils ne sont pas propriétaires et payent une cotisation annuelle de 100€. Les jardins devraient bientôt s'agrandir, en réponse à la demande toujours croissante pour bénéficier de ce type de parcelles.

Tout récemment, a été affecté au groupe scolaire Gaston Bonheur un jardin familial, socle d'un projet pédagogique autour du jardinage et de l'alimentation. Cette démarche montre l'importance que les enseignants de Balma accordent à la découverte de la chaîne alimentaire et de ses enjeux dès le plus jeune âge.

Dans le nouvel écoquartier de Vidailhan, un projet de jardins partagés est prévu sur l'îlot A3 dans le cadre d'une copropriété commune à 6 ensembles privés et sociaux. L'objectif est de créer du lien social autour du travail de la terre.

➤ **La restauration scolaire**

La ville de Balma a opté pour une régie directe¹ de la restauration pour le groupe scolaire Gaston Bonheur (tous les repas sont cuisinés sur place). Pour les groupes scolaires Marie Laurencin et Saint-Exupéry, il s'agit d'une délégation de service public² (seulement l'entrée et le dessert sont cuisinés sur place, le plat principal étant livré en liaison froide par un prestataire).

Les cantines balmanaises intègrent au moins une composante biologique (entrée, plat ou dessert) par semaine et un repas complet biologique par mois dans leurs menus. On y trouve également des biscuits issus du commerce équitable et de nombreuses affiches et dépliants de sensibilisation (conseils santé, alimentation variée, etc.).

➤ **L'Espace Cézanne, centre social implanté dans le quartier Noncesse**

L'Espace Cézanne est implanté depuis fin 2008 dans la plus ancienne résidence sociale de Balma. Il est financé par l'État, le Conseil Général et la CAF de Haute-Garonne au titre des quartiers identifiés « Politique de la Ville » . Il répond à trois objectifs principaux : l'organisation d'activités (ateliers de cuisine, arts créatifs, activités parents/enfants), la tenue de permanences (CAF, écoute parents, avocat) et la diffusion d'informations pratiques. Il accueille également l'activité de plusieurs associations.

Concernant l'alimentation, des ateliers-cuisine hebdomadaires sont proposés, et accueillent essentiellement des femmes retraitées. Il existe aussi des ateliers-cuisine parents/enfants, qui sont surtout suivis par des personnes qui habitent dans la résidence sociale proche. L'Espace Cézanne organise également des ateliers avec une diététicienne et des ateliers « éco-citoyenneté » où l'on apprend à décrypter les étiquettes (produits biologiques, labels), à fabriquer ses propres produits, à minimiser les emballages, etc. notons enfin qu'un composteur est mis à la disposition des adhérents de cet espace.

L'espace Cézanne propose aussi un jardin collectif qui permet aux adhérents volontaires du quartier de Lasbordes de faire pousser des légumes et de les cuisiner au cours de l'activité cuisine. Cette initiative est un réel succès tant du point de vue alimentaire que social puisqu'elle a permis de créer de nouveaux lieux et types d'échanges entre les habitants par le jardinage et les activités culinaires induites.

En plus de ces ateliers réguliers, sont proposés chaque mois de nouveaux programmes, à travers des expositions et des animations, autour des thèmes de la vie quotidienne, alimentation, santé, éducation, environnement... .

L'espace rassemble ainsi une mixité intéressante et est devenu un réel vecteur d'information dans les quartiers.

1 *Lorsque la gestion d'un service public est effectuée directement par la personne publique*

2 *Lorsque la gestion d'un service public est confiée par la personne publique à un délégataire (public ou privé) via un « marché public ».*

➤ **Action 7 de l'Agenda 21 de Balma « Réaliser des réserves foncières afin de développer une activité maraîchère »**

Une étude sur les terres agricoles

La commune de Balma possède encore des terres agricoles cultivées. Mais l'augmentation régulière du nombre d'habitants dans l'agglomération Toulousaine crée une pression foncière qui contribue à la diminution progressive des terres agraires sur la commune. Conscients des enjeux liés à la sauvegarde de terres agricoles au plus près des consommateurs habitant dans l'aire urbaine Toulousaine, les élus de Balma ont commandé une étude sur la qualité agraire des sols de la commune. Ce travail donne aux élus de nouveaux critères de choix d'urbanisation prenant en compte les capacités agricoles de la commune et va permettre d'orienter la recherche et le montage de projets liés à l'activité maraîchère.

➤ **Un projet de verger à la façon « conservatoire »**

La Mairie de Balma accompagne une association nouvellement créée dont l'objet est la plantation de vergers privilégiant les essences locales et/ou anciennes. Pour cela elle a mis à sa disposition un terrain et des moyens techniques. Les premiers arbres ont été plantés à l'automne 2011.

La ville de Balma dispose aujourd'hui de bases intéressantes sur son territoire, permettant d'envisager une promotion plus profonde des enjeux de consommation responsable ; ce qu'illustre bien l'organisation d'un débat sur le sujet au début 2012.

CATALOGUE des publications de la Mission Agrobiosciences

<http://www.agrobiosciences.org/>



Le consommateur, l'alimentation et le développement durable

Et si on reprenait la main ?

Entretiens originaux, conférences, chroniques, revues de presse, lectures utiles...

Si notre consommation est investie de sens, parfois même considérée comme un acte politique, comment puis-je alors être à la fois un bon citoyen et un bon consommateur? **Certains semblent avoir trouvé la réponse : la « consommation engagée » ou encore « raisonnable ».**

Le consommateur dit « raisonnable » serait un individu capable d'agir de manière modérée et en toute rationalité. C'est bien là le problème! Cela suppose par conséquent que le consommateur sache traiter toutes les informations qui lui parviennent. Or, entre les prix croissants dans les rayons, les injonctions des pouvoirs publics, les discours contradictoires et l'imaginaire collectif, la majorité d'entre nous est bel et bien perdue!

Concilier intelligemment les notions de consommation, d'alimentation et de développement durable³, est-ce donné à tout le monde? Vers quels types de produits dois-je alors m'orienter? Quelles sont les limites de cette « consom'action »? Cela suppose-t-il, par exemple, que les autres consommateurs soient dénués de rationalité ou d'intelligence? Les articles suivants vous aideront à assimiler les enjeux du débat et peut-être même... à vous réapproprier votre assiette!

3 - Dans toutes ses dimensions : économique, social, environnemental

« Alimentation » et « Consommation » engagée ou non :

Définitions, historique, mise en débat

Le dilemme alimentaire

- Les dualités de l'alimentation contemporaine, par Jean-Pierre Poulain, mai 2000

Télécharger le document PDF sur : <http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/mpcahierspoulain.pdf>

De la consommation...

- Consommer... Se consumer en somme. Chronique "Grain de sel" de l'émission de janvier 2011 de "Ça ne mange pas de pain !" : Y'a d'la rumba dans les cabas.

A consulter sur : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2961

- La cathédrale, le caddie[®], et la caméra : les voies cachées de l'institutionnalisation de la consommation, Alimentation et Société. intégrale de l'entretien avec Dominique Desjeux, professeur d'anthropologie sociale et culturelle.

Télécharger le document PDF sur : <http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/dejeux-72-75.pdf>

... à la consom'action

- "La consommation engagée" Une note de lecture de Jean-Claude Flamant à propos de l'ouvrage de Sophie Dubuisson-Quellier "La consommation engagée" (Ed. Sciences Po. Les Presses. Avril 2009)

A consulter sur : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2728

- Marché et politique. Autour de la consommation engagée Revue « Sciences de la Société », n° 62 (2004), Presses Universitaires du Mirail. Une note de lecture proposée par J.C Flamant. Mission Agrobiosciences

A consulter sur : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1070

- La société de consommation face aux défis écologiques. Un dossier réalisé par Edwin Zaccai et Isabelle Haynes La Documentation Française, Problèmes politiques et sociaux n° 954, novembre 2008

A consulter sur : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2586

Les états d'âme du « mangeur » contemporain

Noyé par le flot d'informations

- Les consommateurs feraient-ils n'importe quoi ? Dans le cadre de "Ça ne mange pas de pain !". Juin 2011 Avec Thomas Laurenceau, rédacteur en chef de la revue 60 millions de consommateurs

A consulter sur : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3137

- Manger, acheter : des comportements sous influences. Une interview "Les pieds dans le plat", de Patrick Etievant, Chef du Département Alimentation Humaine, Inra, coordinateur de l'expertise scientifique collective sur les comportements alimentaires (déterminants, actions, effets) menée par l'Inra à la demande du ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, dont les conclusions ont été rendues en juin 2010. Par Sylvie Berthier, au cours de l'émission de la Mission Agrobiosciences de janvier 2011 "Ça ne mange pas de pain !" : Y'a d'la rumba dans les cabas

A consulter sur : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2987

- Les malheurs du mangeur : consommateur ou citoyen, faut-il choisir ? Emission « Ça ne mange pas de pain! », mars 2008. Au menu : lecture critique de l'ouvrage "Bon consommateur, mauvais citoyen" ; peut-on consommer en bonne conscience ? ; les mangeurs français résistent à l'obésité et les clones s'invitent dans nos assiettes.

Accéder directement à l'intégrale sur :

http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/integrale_CNMPM_mars_2008_malheurs_mangeurs.pdf

- Guides : on n'est pas sorti de l'auberge! Chronique "Sur le pouce" de l'émission de janvier 2011 de "Ça ne mange pas de pain !" : Y'a d'la rumba dans les cabas

A consulter sur : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2965

- Les consommateurs européens : incontournables et introuvables. Morceaux choisis des Tables Rondes de la Fédération Européenne de Zootechnie organisées dans le cadre de ses "Annual Meetings", préparées et animées par la Mission Agrobiosciences

A consulter sur : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1955

- Une Europe, des consommateurs ? Atelier 8. Actes des deuxièmes Rencontres Agriculture, Alimentation & Société. Déc 2001

Télécharger le document PDF sur :

http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/europe_des_consommateurs.pdf

- Tais-toi et mange !... l'agriculteur, le scientifique et le consommateur Note de lecture par Valérie Péan de l'ouvrage de Guy Paillotin et Dominique Rousset. Bayard éditions. 1999

A consulter sur : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=138

Orthorexie : en finir avec le manichéisme alimentaire

- Nouvelles obsessions alimentaires : "L'orthorexie, une névrose culturelle ?" Par Patrick Denoux, maître de Conférences en Psychologie Interculturelle à l'Université de Toulouse-Le Mirail.

A consulter sur : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1260

- Aliments santé ? Entre flou, méfiance et confusion. Revue de presse d'Amine Marouki, étudiant à l'IUT Paul Sabatier, et de Lucie Gillot, 19 mai 2011

A consulter sur : http://www.agrobiosciences.org/breve.php3?id_breve=1297

- On a bio dire, quel méli-mélo! L'intégrale de "Ça ne mange pas de pain !" spéciale "bio" diffusée en mai 2008. Le bio sous toutes les coutures : histoire, rapport à la nature, effet sur la santé, imaginaire du mangeur bio

Accéder directement à l'intégrale sur :

http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/Integrale_CNMPM_mai_2008_le_Bio.pdf

Alimentation et pouvoir d'achat

- L'alimentation des populations modestes et défavorisées Vient de paraître sur le site de l'OCHA (novembre 2008) Etat des lieux dans un contexte de pouvoir d'achat difficile, par Dominique Poisson, Cerin

Télécharger le document PDF sur :

http://www.lemangeur-ocha.com/fileadmin/images/sciences_humaines/DP-aliment-pop-defavorisees.pdf

Politique, industries, marketing : le consommateur au centre des préoccupations

- La consommation en plein remue-ménage. Revue de presse de la Mission Agrobiosciences. 26 mai 2009.

A consulter sur : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2666

- Comment limiter l'impact de notre alimentation sur l'environnement ? Quels sont les leviers d'action possible ? Quelles conséquences pour nos modèles de production et de consommation ? Une synthèse de la table ronde « Alimentation et environnement : les gaz à effet de serre du champ à l'assiette » organisée par l'Union Régionale des Ingénieurs et Scientifiques et les Agros de Midi-Pyrénées, le 13 décembre 2008 à Toulouse

A consulter sur : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2560

- Des scientifiques examinent le comportement des consommateurs en matière de développement durable Paru dans le Bulletin électronique Allemagne du 25 août 2006

A consulter sur : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1846

- La consommation engagée : mode passagère ou tendance durable ? Dans le cadre du Plateau du J'GO co-organisé par la Mission Agrobiosciences, le Restaurant le J'GO et Radio Mon País. Chronique « Grain de sel » suivie d'un entretien avec Geneviève Cazes-Valette. Professeure à l'Ecole Supérieure de Commerce de Toulouse. réalisé le 4 décembre 2006.

A consulter sur : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2087

Au-delà de la « consommation engagée », l'alimentation en débat constant

- PROSPECTIVE : Quatre scénarios pour le futur des politiques publiques de l'alimentation dans un contexte de crise. par Jean-Claude Flamant, Mission Agrobiosciences

A consulter sur : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1590

- Les compléments alimentaires : bénéfiques, inutiles ou toxiques ? Qui croire ? Que savoir ? Conférence-débat- tables rondes. Hémicycle Hôtel de Région, Toulouse. 9 décembre 2010. Dans le cadre du Sisqa

Accéder directement à l'intégrale sur : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3041

- "Gras, sucré, salé : pourquoi faut-il quand même en manger ?" Une nouvelle Intégrale de "Ça ne mange pas de pain !". Avril 2010 Avec les participations de Béatrice de Reynal, nutritionniste, et Martine Champ, directrice du Centre de recherche en nutrition humaine de Nantes.

Accéder directement à l'intégrale sur :

http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/Integrale_CNMPG_gras_sucré_salé_janvier_2010.pdf

- Alertes, anticipations et annonces de catastrophes dans le domaine agroalimentaire : comment gérons-nous collectivement les incertitudes et les risques ? Par Didier Torny Par Didier Torny. Sociologue INRA - Unité transformation sociales et politiques liées au vivant. Dans le cadre du séminaire 2008 de la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Co-conçu et animé par la Mission Agrobiosciences

A consulter sur : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2632

- Quels toxiques dans notre assiette ? Avec Jean-François Narbonne, Professeur de toxicologie à l'Université Bordeaux 1 et Martin Hirsch, directeur général de l'Afssa. Université des Lycéens. 18 novembre 2004, Legta Fontlabour, Albi (81). Classes de Premières et Terminales.

Accéder directement à l'intégrale sur : <http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/Hirsch-Narbonne-3.pdf>

Et aujourd'hui?

- Très "chère" alimentation. Retour sur les projets de taxation des produits trop gras, trop sucrés ou trop salés La revue de presse de la Mission Agrobiosciences, 5 octobre 2011.

A consulter sur : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3216

- Commerce équitable : de nouvelles offres mais toujours pas de label. Revue de presse.

A consulter sur : http://www.agrobiosciences.org/breve.php3?id_breve=931

- Le "bio" s'invite dans les cantines mais la route est encore longue... Revue de presse de la Mission Agrobiosciences.

A consulter sur : http://www.agrobiosciences.org/breve.php3?id_breve=1168